

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 22 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	30
• Voix	154
Pouvoirs	
• Nombre	10
• Voix	77
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	231
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Thierry Carrère, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Bernard Poublan, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Charte d'engagement des acteurs pour la mise en œuvre de la stratégie départementale pour la transition énergétique des Landes

Exposé des motifs :

À l'échelle du département des Landes, le Conseil départemental des Landes et les services de l'État se sont engagés en 2020 dans l'élaboration d'une stratégie de la transition énergétique sur le territoire du département des Landes à l'horizon 2030. Cette démarche, soutenue par l'ADEME, est menée avec l'ensemble des territoires du département et avec l'ensemble des partenaires associés (notamment le Conseil régional Nouvelle-Aquitaine, l'ADEME, les chambres consulaires, les transporteurs et distributeurs d'énergie, la Caisse des Dépôts et Consignations, le SYDEC, ENERLANDES, etc.).

Cette stratégie vise à définir l'ambition du territoire en matière de sobriété énergétique, de maîtrise des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables. Elle permet d'engager le territoire sur une trajectoire énergétique, d'une part en cohérence avec les engagements pris par les collectivités des Landes et, d'autre part, par les échelons régionaux et nationaux. De plus, cette stratégie ne prend pas seulement en compte la question énergétique, mais également les impacts économiques, environnementaux et sociaux qui en découlent.

Les travaux menés avec l'ensemble des partenaires ont permis de définir ensemble une trajectoire énergétique volontariste pour le département. Cette trajectoire vise à réduire les consommations d'énergie de 25 % d'ici 2030 tout en augmentant la part des énergies renouvelables dont la production atteindra 84 % de la consommation en 2030 et permettra de couvrir la totalité de celle-ci d'ici 2033.

Dans ce cadre, une charte d'engagement a été établie, laquelle vise à mobiliser les acteurs du département dans la durée sur l'enjeu de lutte contre le changement climatique, particulièrement au travers de la sobriété énergétique, de la maîtrise des consommations d'énergie et du développement des énergies renouvelables. Elle est un cadre propice aux échanges et à la mise en œuvre conjointe d'actions. Elle peut être signée par l'ensemble des acteurs publics et privés œuvrant sur le territoire des Landes et souhaitant s'impliquer dans la transition énergétique du territoire.

Via cette charte, le signataire s'engage à mobiliser les ressources dont il dispose afin de :

- déclinier les objectifs de la stratégie en termes de sobriété énergétique, de maîtrise des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables sur son territoire et/ou dans le cadre de ses activités ;
- mettre en œuvre, suivre et évaluer la réalisation des actions qui ont été identifiées comme devant être pilotées par lui-même ;
- apporter son soutien aux acteurs du territoire pour mettre en œuvre les actions sur lesquelles il est en capacité de participer ;
- participer aux groupes de travail constitués dans le cadre de la stratégie départementale afin de suivre la mise en œuvre de la stratégie, échanger sur les difficultés rencontrées, partager les retours d'expériences, faire évoluer la stratégie en renforçant son programme d'actions ou en révisant ces objectifs ;
- participer aux rencontres communes afin de suivre l'avancée de la stratégie sur le long terme.

La signature de cette charte est donc proposée à l'Institution Adour notamment pour sa contribution à la déclinaison de la stratégie portant sur le photovoltaïque sur zones artificialisées et planification des projets afférents.

Considérant l'engagement de l'Institution Adour dans la valorisation des énergies renouvelables sur les plans d'eau artificiels de soutien d'étiage,
Considérant la proposition de charte d'engagement des acteurs départementaux pour la stratégie départementale pour la transition énergétique,



LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la charte d'engagement des acteurs départementaux pour la stratégie départementale pour la transition énergétique des Landes telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

STRATEGIE DÉPARTEMENTALE POUR LA TRANSITION ÉNERGETIQUE 2021 - 2030

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022

ID : 040-254002264-20221130-221130H1713H1-DE



DU PHÉNOMÈNE GLOBAL... AUX ENJEUX LOCAUX

Du Protocole de Kyoto aux Grenelle et lois de Transition énergétique, des SRADDET en région aux PCAET, tous les territoires sont aujourd'hui concernés par la lutte contre le réchauffement climatique. Dans le département des Landes, les initiatives sont nombreuses et déjà bien engagées.

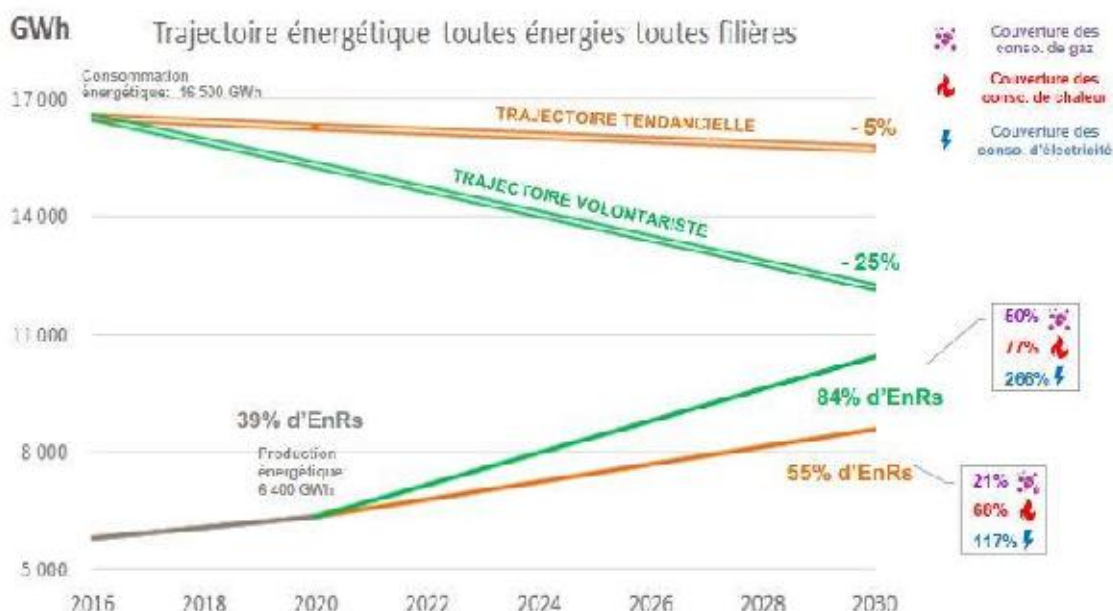
Souhaitant allier la préservation de l'environnement et le développement d'une économie locale porteuse d'activités et d'emplois non délocalisables, le Conseil Départemental des Landes et l'Etat, en partenariat avec l'ADEME, sont porteurs d'une Stratégie Départementale pour la Transition Énergétique ambitieuse et volontaire à l'horizon 2030.

UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE A L'HORIZON 2030

Le Conseil départemental des Landes et les services de l'Etat se sont engagés en 2020 dans l'élaboration d'une stratégie de la transition énergétique sur le territoire du département des Landes à l'horizon 2030. Cette démarche, soutenue par l'ADEME, est menée avec l'ensemble des territoires du département et avec l'ensemble des partenaires associés (notamment le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, l'ADEME, les chambres consulaires, les transporteurs et distributeurs d'énergie, la Caisse des Dépôts et Consignations, le SYDEC, ENERLANDES, etc.).

Cette stratégie vise à définir l'ambition du territoire en matière de sobriété énergétique, de maîtrise des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables. Elle permet d'engager le territoire sur une trajectoire énergétique, d'une part en cohérence avec les engagements pris par les collectivités des Landes et, d'autre part, par les échelons régionaux et nationaux. De plus, cette stratégie ne prend pas seulement en compte la question énergétique, mais également les impacts économiques, environnementaux et sociaux qui en découlent.

Les travaux menés avec l'ensemble des partenaires ont permis de définir ensemble une trajectoire énergétique volontariste pour le département. Cette trajectoire vise à réduire les consommations d'énergie de 25 % d'ici 2030 tout en augmentant la part des énergies renouvelables dont la production atteindra 84 % de la consommation en 2030 et permettra de couvrir la totalité de celle-ci d'ici 2033.



CHARTRE D'ENGAGEMENT DES ACTEURS DÉPARTEMENTAUX

→ POURQUOI UNE CHARTE D'ENGAGEMENT ?

La Charte d'engagement vise à mobiliser les acteurs du département dans la durée sur l'enjeu de lutte contre le changement climatique, particulièrement au travers de la sobriété énergétique, de la maîtrise des consommations d'énergie et du développement des énergies renouvelables. Elle est un cadre propice aux échanges et à la mise en œuvre conjointe d'actions.

Au-delà de leur rôle d'exemplarité, le Conseil Départemental et les services de l'Etat s'engagent à mettre en œuvre la stratégie départementale de transition énergétique et à mobiliser l'ensemble de ses parties prenantes.

Les deux structures joueront un rôle d'animateur de cette Charte. Elles suivront les engagements de chacun et organiseront des rencontres régulières entre les différents acteurs (à minima une rencontre annuelle). Elles s'engagent également à valoriser l'ensemble des actions conduites par les signataires.

→ LES SIGNATAIRES DE LA CHARTE

La charte pourra être signée par l'ensemble des acteurs publics et privés œuvrant sur le territoire des Landes et souhaitant s'impliquer dans la transition énergétique du territoire. Elle vise en effet à fédérer toutes les forces vives du territoire pour relever le défi de la lutte contre le changement climatique.

Via cette charte, le signataire s'engage à mobiliser les ressources dont il dispose afin de :

- décliner les objectifs de la stratégie en termes de sobriété énergétique, de maîtrise des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables sur son territoire et/ou dans le cadre de ses activités ;
- mettre en œuvre, suivre et évaluer la réalisation des actions qui ont été identifiées comme devant être pilotées par lui-même ;
- apporter son soutien aux acteurs du territoire pour mettre en œuvre les actions sur lesquelles il est en capacité de participer ;
- participer aux groupes de travail constitués dans le cadre de la stratégie départementale afin de suivre la mise en œuvre de la stratégie, échanger sur les difficultés rencontrées, partager les retours d'expériences, faire évoluer la stratégie en renforçant son programme d'actions ou en révisant ces objectifs ;
- participer aux rencontres communes afin de suivre l'avancée de la stratégie sur le long terme.

ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES

Nom de la Structure : INSTITUTION ADOUR

Adresse : 38 rue Victor Hugo - 40000 MONT-DE-MARSAN

Le Référent de la Stratégie Départementale de Transition Energétique dans ma structure est :

M ou Mme :

Tél :

E-mail :

Au cours de la construction de la stratégie départementale en 2020 et 2021, de nombreuses réunions de travail et d'échanges ont été menés, et de nombreuses actions ont ainsi été identifiées, sur lesquelles les différentes structures se sont positionnées.

Le présent signataire de la charte s'engage ainsi à piloter dans le cadre de la stratégie les actions suivantes :

- ☐ Liste des actions en tant que pilote : voir fiche
- ☐ Liste des actions en tant que partenaire : voir fiches 2.13

Le présent signataire de cette charte s'engage à participer aux groupes de travail suivants :

- ☐ Rénovation thermique
- ☐ Mobilité du quotidien
- ☐ Chaleur renouvelable et fatale
- ☐ Méthanisation et gaz vert
- ☐ Industrie
- ☒ Photovoltaïque sur zones artificialisées et planification des projets
- ☐ Photovoltaïque sur toitures agricoles
- ☐ Agrivoltaïque
- ☐ Veille technologique et filières innovantes (éoliennes, marines, hydroélectriques, stockage, etc.)

Fait à, le

Signature :

ANNEXES : fiches actions précédemment citées

Charte signée à nous retourner à l'adresse :

Conseil départemental des Landes – Direction de l'Environnement – 23, rue Victor Hugo – 40025 MONT-DE-MARSAN cedex

Objectifs stratégiques

Limitier au maximum l'artificialisation des surfaces naturelles, agricoles et forestières

Pilotage

Portage

Pilotes

CD40, Etat

Partenaires

ADEME, FDASAH, Institution Adour

Mise en œuvre de l'action

Descriptif des phases de l'action

Constitution d'un groupe de travail « flotovoltaique » :

Membres du groupe potentiels : CD40, Etat, ADEME, FDASAH*, Institution Adour

Mission 1 : Suivre la réalisation des projets en cours sur le territoire (Institution Adour, ASA irrigation, carrières) : identifier les enjeux, les difficultés rencontrées, les facteurs de réussite.

Mission 2 : Faire le bilan des retours d'expériences sur le plan environnemental (impact sur le milieu aquatique et la biodiversité), technique (état de l'art) et économique.

Mission 3 : Définir un cadre pour le développement de la filière (technologies, bonnes pratiques, types de réservoirs pouvant être équipés, etc.) et évaluer le potentiel de la filière sur le département.

*Fédération d'associations et collectivités pour l'aménagement hydraulique des terres agricoles

Moyens humains et financiers

	Pilotes	Financement
	CD40, Etat	CD40

Suivi - évaluation de l'action

Indicateurs de suivi et d'évaluation de l'action

Indicateurs de suivi et d'évaluation
Nombre d'installations photovoltaïques flotovoltaiques nouvelles par an
Puissance cumulée des installations flotovoltaiques nouvelles(kWc)
Electricité injectée sur le réseau annuellement par les nouvelles installations flotovoltaiques (MWh/an)

Calendrier

janv-21 janv-22 janv-23 janv-24 janv-25 janv-26 janv-27 janv-28 janv-29 janv-30

Mission 1

Suivre la réalisation des
projets en cours sur le
territoire



Mission 2

Faire le bilan des retours
d'expériences sur le plan
environnemental



Mission 3

Définir un cadre pour le
développement de la
filière

